PORTIQUE TA MÈRE

LE 2 AVRIL 2010 ADMIN

C'est souvent la même chose: un acte de violence commis dans une enceinte scolaire, un ministre qui se déplace, une annonce de mise en place d'un nouveau dispositif sécuritaire. Et pourquoi pas des portiques de sécurité à l'entrée des lycées en France?



C'était il y a bientôt un an. Vendredi 15 mai 2009, une enseignante était poignardée par un élève au collège de Fenouillet, en Haute-Garonne. Le **processus classique** lorsqu'un acte de violence est commis dans une enceinte scolaire s'est alors mis en branle : visite du ministre de l'Éducation Nationale du moment et annonce de mise en place de dispositifs sécuritaires.

En l'occurrence, Mr Darcos s'était fendu d'une de ces déclarations :

"Vous ne réglerez pas avec un demi-poste de surveillant de plus le fait qu'un enfant de 13 ans arrive avec un couteau pour frapper un professeur alors qu'on n'a aucun signalement de violence." Il a donc été **décidé** "d'examiner toutes les solutions possibles : on peut imaginer dans certains établissements des portiques, des systèmes de fouille. Nous verrons. Les collectivités territoriales estimeront peut-être que dans certains établissements, c'est une réponse possible."

LES PORTIQUES DE SÉCURITÉ, UNE RÉPONSE POSSIBLE POUR ENRAYER LA VIOLENCE À L'ÉCOLE ?

Effectuons tout d'abord un calcul (relativement) simple.

Le **collège François Mitterand de Fenouillet** accueille quotidiennement 634 adolescents. Le passage par un portique de sécurité durant en moyenne une trentaine de secondes, il faudrait 5 heures pour que l'ensemble des élèves soient contrôlés.

Le collège va devoir se doter de plusieurs portiques. Disons 20, pour que les collégiens puissent rejoindre leurs classes en un quart d'heure. Le calcul porte alors sur l'économie d'une telle mesure. Un portique coûte en moyenne entre 6.100 et 38.000 euros hors taxes. Il faut encore ajouter le personnel nécessaire au bon déroulement de la procédure de contrôle (vigiles et personnel qualifié).

On arrive alors à 400.000 euros d'achat de matériel (20.000 x 20) et à 204.000 euros pour les surveillants (soit un SMIC pour 40 vigiles à quart-temps sur un an). Sans compter l'achat des scanners à rayons X et la maintenance de toute cette machinerie.

Imaginons à présent que la proposition de Xavier Darcos ait été suivi d'effet, et que le collège François Mitterand se soit doté d'un tel attirail. Rien n'empêche un élève de

récupérer un objet balancé par un complice au-dessus d'une des nombreuses barrières qui encerclent l'établissement. Alors quoi ? On rehausse les barrières, on ajoute quelques miradors et on transforme l'école en prison ?

Avant d'en arriver là, d'autres solutions sont envisageables... Lorsque l'on sait que le collège François Mitterand compte un pion pour 100 élèves, on se dit que la solution pourrait être plus simple : augmentation du nombre de surveillants, d'encadrants, de profs ...



Cette démonstration tend à prouver l'absurdité d'une telle mesure, et son inefficacité. Les discours sécuritaires mobilisés par les représentants de l'État à la suite de faits divers sont le plus souvent liés à des considérations électoralistes (en l'occurence, les européennes).

En faisant réagir les parents d'élèves, les associations de défense des droits de l'Homme et les partis concurrents, le ministre était ainsi parvenu à remettre le thème de la sécurité au centre du débat, ce qui, en d'autres temps, avait profité à l'UMP et à son leader.

A force de répétition, les thématiques sécuritaires envahissent le débat public. Jusqu'à organiser, en Sorbonne, des **États Généraux de la sécurité à l'École**, auxquels la soucoupe se propose de contribuer, à a façon /-)

> Article fortement inspiré de "La taca taca tac tac tiqu' du portique" sur Bug Brother

_

Voir aussi l'intégralité de notre dossier sur le sujet, où il est entre autre question de ces adolescents envoyés en prison aux Etats-Unis, parce que des policiers ont remplacé les surveillants. Du fait de la vidéosurveillance tellement développée, en Grande-Bretagne, on trouve des caméras, non seulement dans les salles de classe, mais également dans les toilettes de 10% des écoles :

- Grande Bretagne : 10% des lycées vidéosurveillent leurs toilettes
- Portique ta mère
- USA: un pion ça donne des colles, un flic ça fout en taule
- Vous voulez des pions ? Vous aurez des ex-policiers
- Vidéosurveillance dans les lycées: "les résultats sont décevants"
- Vidéosurveillés jusque devant les toilettes : en France aussi (à venir)
- Enquête exclusive : "mon lycée, c'est Alcatraz" (à venir)
- et l'appli : Lycées.eu [on compte sur vous !]

_

Participez activement et intégrez le widget en sidebar sur votre blog /-)

Copiez simplement le code suivant:

iframe frameborder="0" width="200" height="200" src=
"http://windowonthemedia.com/lycees/widget.php" scrolling="0"



Vous pouvez également embarquer l'application complète dont le code est le suivant :

<iframe src="http://windowonthemedia.com/lycees/map.php?l_id=" width="750" height="665"
scrolling="no" frameborder="no" />/iframe>

Et n'hésitez pas à faire tourner l'information sur les réseaux sociaux :-)



le 2 avril 2010 - 22:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Police de protection des collèges et lycées et palpage dans les lycées sensibles. Et surtout véritable application des peines en cas de délits ce qui dissuadera le délinquant...aujourd'hui il ressort libre très souvent...





VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

BURRISROSA

le 6 juin 2010 - 16:56 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Cars and houses are not very cheap and not every person can buy it. However, business loans are invented to support people in such situations.





VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

2 pings

#Lycees_eu: Owni sort les cahiers de doléances! I Owni.fr le 2 avril 2010 - 10:39

[...] – Portique ta mère [...]

Het zinloze van bewakingscamera's in scholen « Permanent Gecontroleerde Zones le 19 avril 2010 - 21:51

[...] die manier worden niet alleen hoge kosten vermeden. Het zorgt er ook voor dat er niet naar een absurde oplossing gegrepen wordt die er geen is. Liefst voordat scholen helemaal op gevangenissen [...]